

Les transferts négatifs sont les causes des exils forcés

 cadtm.org/Les-transferts-negatifs-sont-les-causes-des-exils-forces

Le CADTM à l'université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux

22 août par **Nicolas Sersiron**



Île de Gorée - Sénégal (CC - Flickr - Antonin Rémond)

Intervention de Nicolas Sersiron du CADTM France, lors du module « Migrations : des causes et effets aux mobilisations citoyenne » - Jeudi 23 août.

Trois siècles et demi de transferts coloniaux - 1492 à l'après seconde guerre mondiale

Transférer veut dire porter au-delà. Le premier transfert est celui de la traite négrière africaine réalisée par les européens vers l'Amérique pendant trois siècles et demi. Des dizaines de millions de femmes et d'hommes jeunes sont réduits en esclavage, échangés contre des objets et transférés de l'autre côté de l'océan Atlantique. Le second est le transfert vers l'Europe du travail des esclaves transformé en argent, or, latex, bois précieux, café, cacao, coton, épices, etc. Le troisième est l'exportation des ressources naturelles issues de la dépossession forcée des peuples du continent américain vers l'Europe sans le moindre paiement. Le commerce triangulaire est donc un triple transfert/vol puisque rien ni personne n'est payé ou ne reçoit une compensation quelconque.

Cette colonisation de l'Amérique par les européens s'étendra jusqu'aux années 1800. Au 19^èS c'est l'Afrique et l'Asie qui ont été colonisées jusqu'en 1947-1970. Il y a eu transfert de souveraineté sur les habitants et leurs ressources au profit du colonisateur. C'est ainsi

que les produits issus de l'extraction des énergies fossiles, minières et forestières, des monocultures agricoles réalisées par des travailleurs forcés ont été transférés vers l'Europe. Inversement, le transfert culturel de l'Europe vers l'Amérique et l'Afrique, en particulier l'imposition de la langue, de la religion, de l'éducation est une forme d'ethnocide réalisé par les missionnaires, les instituteurs, les fonctionnaires métropolitains et les armées d'occupation. Il déstructurera et appauvrira « durablement » le continent. Pendant les deux guerres mondiales, des africains transférés en Europe serviront de chair à canon. Certains tirailleurs sénégalais revenus au pays ont été fusillés en 1944 par la France à Thiaroye pour avoir réclamé leurs indemnités. Des transferts toujours positifs pour le colonisateur, dans un sens ou dans l'autre, dramatiquement négatifs pour les colonisés.

Enfin, c'est bien le massacre de dizaine millions d'amérindiens (voire 100 selon certains auteurs) au sud et au nord au cours des siècles passés qui a permis le transfert vers les Amériques de très nombreux colons européens. La création du Canada et des États-Unis résulte d'un transfert total des terres et de toutes les ressources naturelles des peuples natifs assassinés au profit des colons blancs.

Pour les populations actuelles de tous les continents colonisés, ces transferts ont grandement activé la disparition de la symbiose qu'elles entretenaient avec leur milieu. Les européens en transférant l'idéologie cartésienne, mettant la nature au service de l'homme, ainsi que leur Dieu unique, ont été des impérialistes massacreurs des cultures, des croyances spirituels locales et de la nature. Les puissants capitalistes de cette période ont ainsi immensément augmenté leur fortune par les ressources du Sud dont ils ont dépossédé le continent et les peuples soumis, cela grâce au travail de ces derniers. La belle et magnifique architecture du Paris Haussmannien ou de la ville de Bordeaux montre encore aujourd'hui les signes de ce fantastique enrichissement construit sur le sang de ces transferts. Les pertes subies par ces pays, la nature et leurs populations durant cette période, sont tellement immenses qu'il faudrait des décennies voire des siècles de tranquillité pour qu'ils puissent eux-mêmes réparer les dégâts. Je pense aux terres désertifiées de Kaolack au Sénégal par les monocultures de l'arachide ou à celles de Cuba par celles de la canne, pour de l'huile et du sucre transféré en Europe. Je pense aux immenses puits de mines à ciel ouvert, aux pollutions pétrolières et à toutes ces richesses disparues. Je pense aux fantastiques traditions et arts africains qui ont été volés et transférés dans les musées du monde industrialisé. La phrase célèbre de Jomo Kenyatta résume tout « Lorsque les premiers missionnaires sont arrivés en Afrique, ils avaient la Bible et nous la terre. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés. Quand nous avons rouvert les yeux, nous avons la Bible et eux la terre. »

70 ans de transferts néocoloniaux : 1950 à aujourd'hui

Après le départ des armées coloniales et la violence de l'occupation, c'est un système de contrainte moins visible qui va assurer la continuité et l'amplification de la grande dépossession des peuples et de la nature : vol et transfert de leurs ressources. Le libre-échange, qu'on peut qualifier de « soft power » comparativement à la violence des siècles précédents, sera imposé tout de même par l'assassinat des décideurs nationalistes élus dès les indépendances. Ceux qui comme Lumumba, Sankara et tant d'autres refusaient le pillage et le transfert de leurs ressources vers les pays industrialisés. Ils ont été remplacés

par des décideurs corruptibles. Les prêts du Nord détournés ont été le grand moyen d'acheter les bourgeoisies mises au pouvoir. Ainsi ces dernières, ne travailleront pas pour le « bien-être » de leurs peuples. Elles magouillent, s'enrichissent et surtout favorisent le « mal-avoir » et le « bien être » des populations des pays dits « développés » et surtout l'enrichissement des actionnaires de leurs multinationales.

Comment la société de consommation de plus en plus matérialiste, exportée par les EU d'Amérique et le plan Marshall dans les années 1950-70, aurait-elle pu se réaliser en Europe sans le pétrole, les ressources minières et agricoles africaines volées et transférées au Nord. Dans ce jeu politico-économique d'asservissement des pays nouvellement « indépendants », le FMI et la Banque mondiale par leurs prêts, leurs fortes incitations politiques et multiples chantages, ainsi que l'OMC, auront un rôle primordial. Les pays profitant de ces transferts, Japon, EU d'Amérique et Europe, toujours majoritaires dans ces institutions, agissent en sous-main à travers elles, en supplément de leurs prêts conditionnés et influences directes. Les aides au développement sont aujourd'hui majoritairement des prêts. En France ceux de l'AFD (Agence française de développement), ou les fausses aides appelées C2D (contrat de désendettement et de développement) vont, sous forme d'« aides liées » à des entreprises françaises. L'argent de cette « aide » n'est fréquemment qu'un transfert virtuel et ne quitte qu'en partie la France. Par contre les contribuables africains doivent ensuite transférer réellement vers la France les remboursements correspondants aux investissements. Cela sans oublier qu'ils devront aussi rembourser les dessous de table aux pouvoirs locaux et les bénéfices de la multinationale qui ne leur ont pourtant pas profité.

Le grand tournant de cette mainmise sur l'économie des pays faussement « dits en développement », en particulier de l'Afrique, a été la grande crise de la dette des années 1980. L'incapacité du remboursement des prêts, illégitimes car en partie détournés, fut l'occasion d'imposer les Plans d'ajustement structurels. Des plans d'austérité très semblables à ceux imposés à la Grèce depuis 2010 avec le résultat socialement et environnementalement dramatique que l'on connaît. Ainsi le libre-échange le plus total possible a été exigé : disparition des barrières douanières, privatisation des ressources minières, fossiles et des grandes entreprises publiques, suppression des dépenses d'éducation, de santé et des aides à l'agriculture. Selon l'idéologie ultra-libérale, le but était de dégager des fonds pour les remboursements.

Avec plus de 30 ans de recul on sait aujourd'hui que les économies des pays soumis à cette austérité radicale ont reculé. Cela comme la Grèce qui après 8 ans de potion ultralibérale, concoctée par l'irresponsable Commission européenne, est socialement et économiquement très mal en point, surendettée et incapable de retrouver son autonomie. En supplément, pour pouvoir rembourser ces prêts illégitimes, les pays endettés ont transféré/exporté encore plus de ressources naturelles, privatisé les mines et les forêts au profit de la finance des pays industrialisés et des bourgeoisies du Sud. Ils ont aussi été contraints de transformer une partie de l'agriculture vivrière en agriculture de rente, donc d'exportation. De la même manière les ressources halieutiques des mers africaines sont volées par les bateaux-usines asiatiques et d'autres - ou achetées pour des prix dérisoires - et transférées dans les pays industrialisés. Résultat : une cause supplémentaire d'appauvrissement pour les pêcheurs locaux, de migration et de faim pour les peuples. La

biopiraterie, le vol des ressources génétiques, sont aussi des transferts – réalisés par et pour les laboratoires du Nord - des principes actifs d'une plante, son gène, ou encore des savoirs pharmacologiques d'un chamane. Après le dépôt d'un brevet au Nord, le médicament pourra être vendu avec profit pour le voleur, y compris dans le pays d'origine du gène, et ... des larmes pour le volé.

Quand on fait le total des prêts, dons, aides financières et investissements étrangers reçus par l'Afrique au cours des trente dernières années et que l'on fait la balance avec le total des sommes remboursées à l'étranger, que l'on y rajoute celui du rapatriement des capitaux et profits des multinationales, on s'aperçoit que ces transferts sont largement au désavantage de l'Afrique. De plus, on estime que 50 milliards de dollars, fourchette basse, sont transférés illégalement (paradis fiscaux et corruption) à l'étranger chaque année. L'ampleur de ce dernier chiffre doit être comparé aux 50 voire 100 milliards annuels nécessaires pour que les peuples de ce continent accèdent à une vie digne : services de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement, aides à l'agriculture vivrière et alimentation suffisante.

Un des sommets de l'appauvrissement produit par ces mesures libre-échangistes et coercitives sont les transferts/exportations des produits agricoles subventionnés du Nord vers l'Afrique, détruisant toujours plus l'autonomie des peuples majoritairement agriculteurs. Ils sont contraints de chercher refuge dans les bidonvilles des grandes agglomérations. Ces populations déracinées n'y trouvent pas de travail, car il n'existe volontairement pas d'industrie pour les employer. La Banque mondiale n'a jamais financé la moindre usine au Sud ou alors sous forme « d'éléphants blancs » inadaptés. Les pays industrialisés qui ont la mainmise sur l'économie des pays du Sud ont tout fait pour les empêcher d'entrer en concurrence avec eux. Ceux du continent africain, surtout ceux de l'Afrique subsaharienne ont été contraints de rester dans une économie primaire, une économie de transfert extractiviste, soumise au pouvoir des multinationales et aux fluctuations des bourses du Nord. La baisse du cours des matières premières depuis quelques années et la remontée des taux états-uniens préparent une nouvelle crise de la dette, les emprunts se faisant en dollars. Elle a déjà commencé pour plusieurs pays du Sud et peut éclater à tout moment d'une manière disproportionnée par rapport à celle de 2007-2008.

Dans le même temps les accaparements de terres africaines (beaucoup plus que la superficie agricole de la France) sont toujours accompagnés d'accaparement de l'eau. Les transferts financiers spéculatifs en provenance des pays industrialisés sont facilités par cet appauvrissement des peuples de la campagne. Ensuite ce sont les produits issus de la transformation des terres en machine à profits qui sont transférés du Sud vers le Nord comme par exemple les agrocarburants à base d'huile de palme produits par des entreprises transnationales. Transferts qui impliquent virtuellement, l'exportation de l'eau et de la fertilité des terres accaparées. Les sols sont le plus souvent vierge de pesticides et d'engrais. Les accaparements de terres aboutiront à la destruction des sols agricoles tropicaux, plus fragiles que ceux du Nord et une utilisation et pollution de l'eau, ressources naturelles de plus en plus rares, au détriment des populations locales et pour le plus grand profit des spéculateurs du Nord. D'immenses pertes pour les peuples dépossédés. Catastrophique pour le climat parce que souvent ces cultures se font sur des

déforestations. Et surtout parce que les agro-diesel produits avec cette huile ou à partir du soja sont considérés comme trois fois plus réchauffant pour le premier, et deux fois plus pour le second, que le diesel fossile.

Parmi ces transferts négatifs pour les africains, il ne faut pas oublier celui des semences brevetées et des OGM, qu'avec la bénédiction de Bill Gates, il faut racheter chaque année aux multinationales des semences. Et celui des engrais chimiques et des pesticides indispensables pour ces plantes industrielles. Cela menant nécessairement à la destruction de l'agriculture familiale et de la vie paysanne de ces pays.

Pour finir, plus grave, plus dramatique encore, si c'est possible, il y a le transfert des déchets de la combustion au Nord des énergies fossiles extraites et volées au Sud, le CO₂. L'Afrique, 20 % de la population mondiale et bientôt beaucoup plus, ne produit que 4 % des GES (gaz à effet de serre) mondiaux. Par contre elle en subit très gravement les conséquences avec des sécheresses ou des pluies diluviennes et par endroits, des températures si élevées que la culture y est devenue impossible, en particulier dans les régions sahéliennes.

Un autre vol, mal connu, est celui réalisé par le biais des « prix de transfert », une perle sémantique, qui relèvent du pur banditisme. Ce sont les moyens financiers qu'utilise un groupe multinational pour éviter taxes et impôts, au Sud comme au Nord. Ainsi des minerais, des énergies fossiles ou d'autres biens, y compris des denrées alimentaires extraites dans un pays, seront transférées dans un paradis fiscal et judiciaire puis ensuite retransférées vers le pays utilisateur. Selon les chiffres, l'île anglo-normande de Jersey est le premier exportateur de bananes du monde. L'ensemble de ces deux opérations est totalement virtuel, un simple jeu d'écritures comptables. Le prix des biens exportés dans la filiale « paradisiaque » du groupe est minimisé au maximum, ce qui permet de verser moins de taxes déjà très faibles au pays extracté, cela en plus des mensonges minimisant les quantités exportées. Ensuite les biens sont réexportés vers une filiale du groupe dans le pays consommateur à des prix très élevés, donc avec très peu de plus-value à la revente, donc de taxes. Ainsi la très grosse majorité du bénéfice est réalisé dans le paradis fiscal, et ne subit aucun impôt. Il restera impossible de faire fonctionner des services publics, santé, éducation, infrastructures, dans une Afrique surendettée tant que les multinationales ne paieront pas ou très peu de taxes.

Autre horreur sémantique, quand l'administration française refuse l'accueil à des migrants sous le prétexte qu'ils sont venus pour des raisons économiques, plutôt que de parler d'expulsion, elle dit qu'elle les transferts dans le premier pays où ils ont laissé les empreintes de leurs doigts. Application zélée de la directive Dublin. Les afghans, les darfouriens, et les soudanais du Sud « dublinisés » dans les pays scandinaves, souvent leur pays de première entrée, risquent d'être tués quand ils sont renvoyés dans le pays qu'ils ont fui.

L'ensemble des transferts négatifs du « Sud Global » et de l'Afrique en particulier, vers le « Nord Global », eau, fertilité, ressources fossiles, minières, forestières, agricoles, génétiques, humaines (dans le sens d'exploitation du travail), financières (remboursements des prêts illégitimes), évasion fiscale et sommes issues de la corruption, ne peut que créer un appauvrissement généralisé d'un côté et un enrichissement phénoménal de l'autre.

A cela il faut rajouter les transferts négatifs du « Nord Global » (pays industrialisés) vers le continent africain, et les autres pays asservis, sous forme de déchets, pollutions, réchauffement, sécheresses, pluies torrentielles, produits agricoles subventionnés, semences brevetées, engrais et pesticides. L'Europe en imposant des accords de libre-échange à l'Afrique accentue encore l'inégalité de ces transferts. Les exils forcés augmenteront. En fermant la soupape de l'immigration, symptôme de la pauvreté, du réchauffement climatique et des inégalités croissantes, par des stratégies d'enfermement toujours plus dures, l'Europe croit-elle pouvoir faire de l'Afrique une prison à ciel ouvert comme les décideurs israéliens le font à Gaza depuis 10 ans ? Alors que c'est l'ouverture des frontières avec des échanges égalitaires qui permettraient de créer un monde vivable pour tous et ferait disparaître les crimes et les vies brisées ou disparues, conséquences de ces exils forcés.

2008 – 2018 : 10 ANS DE CRISE

Auteur.e



Nicolas Sersiron

Ex-président du CADTM France, auteur du livre « Dette et extractivisme »

Après des études de droit et de sciences politiques, il a été agriculteur-éleveur de montagne pendant dix ans. Dans les années 1990, il s'est

investi dans l'association Survie aux côtés de François-Xavier Verschave (Françafrique) puis a créé *Échanges non marchands avec Madagascar* au début des années 2000. Il a écrit pour 'Le Sarkophage, Les Z'indignés, les Amis de la Terre, CQFD.

Il donne régulièrement des conférences sur la dette.



Autres articles en français de Nicolas Sersiron (71)

- Sortir du système agroalimentaire extractiviste, destructeur de l'environnement et de la santé
13 mai, par Nicolas Sersiron
- Pas chères les belles tomates, pas chères ?
18 janvier, par Nicolas Sersiron
- « L'extractivisme, c'est le viol de la terre » aux projections-débats d'Irrintzina
21 novembre 2017, par Nicolas Sersiron , Radio Parleur
- Construire un monde post-extractiviste, post consumériste
15 août 2017, par Nicolas Sersiron , Robin Delobel
- L'extractivisme dans l'agriculture et l'alimentation industrielles
8 août 2017, par Nicolas Sersiron
- Dette écologique : les externalités de l'extractivisme

3 août 2017, par Nicolas Sersiron

- L'asservissement des peuples par l'extractivisme et la dette
27 juillet 2017, par Nicolas Sersiron
- Les différentes formes d'extractivisme
17 juillet 2017, par Nicolas Sersiron
- Qui est responsable du sous-développement de l'Afrique : les femmes africaines ou le G20 ?
14 juillet 2017, par Nicolas Sersiron , Anouk Renaud
- Dette et extractivisme : Introduction
7 juillet 2017, par Nicolas Sersiron

Néo-colonialisme

- Cameroun : Le choix de la France 24 août - Thomas Noirot
- L'œuvre négative du néocolonialisme français et européen en Afrique. Les Accords de Partenariat Économique (APE) : De la Françafrique à l'Eurafrrique 20 août - Saïd Bouamama
- L'œuvre négative du néocolonialisme français et Européen en Afrique : Le Franc CFA, une monnaie coloniale, servile et prédatrice 24 juillet - Saïd Bouamama
- Notre interview à Radio Panik : « La colonisation d'hier et aujourd'hui » 19 juillet - Robin Delobel, - Radio Panik, - Joaldo Dominguez
- Ludo de Witte : « Il faut changer les mentalités et décoloniser complètement l'espace public » 5 juillet - Jérôme Duval, - Ludo de Witte

^

—